

# wPROJET

REGIE PUBLIQUE DE L'EAU DE CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION



PROCES-VERBAL N°18/06

**Conseil d'administration**  
**Le 18 décembre 2018 – 19h00**  
**Salle Terra I – Centre technique des Montatons – 20 rue Denis Papin – St Michel sur Orge**

**Présents (13) :**

Bernard FILLEUL  
Thérèse LEROUX  
Véronique MAYEUR  
Sylvain TANGUY  
Philippe ROGER  
Philippe ISENBECK  
Raymond BOUSSARDON  
Pascal FOURNIER  
Jean LAPIERRE  
Marion LENFANT  
Pascal GRANJEAT  
Alain LAMOUR  
Gérard MARCONNET

**Excusés (6) :**

Eric BRAIVE  
Bernard ZUNINO  
Claude BOUTIN  
Cécile BESNARD  
Lucien DORVILLE  
François CHOLLEY

**Participant (6):**

Gilles PUJOL  
Frédéric REBOURS  
Barka OTMANE  
Philippe PRIEUX  
Philipp ROBERT  
Vien VU TRAN

M. Bernard FILLEUL, Président, ouvre la séance à 19H00 ;

**1) Le vote du Procès-verbal**

Le procès-verbal du conseil d'administration du 21 novembre 2018 est mis à l'approbation des membres.

***Procès-verbal approuvé par 13 administrateurs présents ou représentés***

## **2) Compte rendu de la délégation de pouvoir du Directeur**

### **DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°2018-78**

#### **Objet : Avenant n°1 au marché n°17PA001 – Logiciel abonnés**

La Régie a signé son 1<sup>er</sup> marché relatif à l'acquisition et la maintenance du logiciel abonné le 23 mars 2017 avec la société JVS.

Ce marché était dédié au territoire du Val d'Orge. Or, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le territoire de l'Arpajonnais entre dans la compétence de la Régie.

Aussi, afin d'intégrer les compteurs de ce territoire, il convient de commander la reprise de données depuis le fichier que fournit VEOLIA, ex concessionnaire.

Les données financières de cet avenant sont les suivantes :

Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

- 2) Taux de la TVA : .....20%
- 3) Montant HT : .....144 991,35€
- 4) Montant TTC : ..... 173 989,62€

Montant de l'avenant :

- 5) Taux de la TVA : .....20%
- 6) Montant HT : .....10 750,00 €
- 7) Montant TTC : ..... 12 900,00 €
- 8) % d'écart introduit par l'avenant : ...7,41%.....

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre :

- 9) Taux de la TVA : .....20%
- 10) Montant HT : .....155 741,35€
- 11) Montant TTC : ..... 186 889,62€

L'objet de la décision jointe est donc de signer l'avenant n°1 marché n°17PA001 relatif à l'acquisition et la maintenance du logiciel abonnés avec la société JVS - CS 80547 St-Martin-sur-le-Pré - 51013 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX.

### **DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°2018-79**

#### **Objet : Signature du marché n°18PA030 – Acquisition de 5 véhicules utilitaires**

La Régie s'agrandit au 1<sup>er</sup> janvier 2019 en intégrant le territoire de l'ex Arpajonnais. Aussi, il est prévu de recruter des techniciens réseaux et des releveurs.

Le besoin est arrêté à 5 véhicules utilitaires.

Une consultation a permis de sélectionner l'offre de la société Atlantico (64 780,00€HT pour les 5 véhicules).

Cette dernière est unique mais de bonne qualité et juridiquement recevable.

### **DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°2018-80**

**Objet : Signature de l'accord-cadre n°18PA027 – Travaux d'exploitation sur le réseau d'eau potable**

La Régie s'agrandit au 1<sup>er</sup> janvier 2019 en intégrant le territoire de l'ex Arpajonnais. Aussi, il est prévu des travaux d'exploitation sur ce nouveau territoire. Une consultation a permis d'arrêter l'offre économiquement la plus avantageuse :

Société VEOLIA 91 – La Norville (minimum 0€/an – maximum 1 000 000,00€/HT/an)

### **DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°2018-81**

**Objet : Signature de l'accord-cadre n°18PA028 – Accord-cadre à bons de commande de prestations de services étude diagnostic du réseau d'eau potable**

Une consultation a permis d'arrêter l'offre économiquement la plus avantageuse :

Vu la proposition de la société PROLOG Ingénierie – 75010 PARIS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse – Montant minimum : 0€HT et montant maximum : 220 000.00€HT sur 3 années et 3 mois,

### **DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°2018-82**

**Objet : Signature du marché subséquent n°20 – Travaux de la route du Moulin d'Aulnay à Leuville-sur-Orge**

La régie a décidé de lancer un accord-cadre avec marchés subséquents sur les travaux neufs et de remplacements de ses réseaux d'eau potable pour être en capacité d'intervenir rapidement. Elle a choisi de signer cet accord-cadre avec 3 attributaires qui seront remis en concurrence à chaque besoin de travaux.

Les 3 offres économiquement les plus avantageuses sont fournies par les sociétés :

1. GTO – 16, rue Condorcet – 91240 St Michel-sur-Orge en groupement avec l'Urbaine de travaux
2. SADE – 35 rue Marcelin Berthelot – 91320 Wissous qui se présente seul
3. TPS – 35 rue de la Ferté Alais – 91840 Soisy-sur-Ecole en groupement avec Geo TP

La vingtième mise en concurrence par marchés subséquents a permis de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse pour les travaux de la route du Moulin d'Aulnay à Leuville-sur-Orge avec le groupement d'entreprises GTO/Urbaine de travaux pour un montant estimé de 101 559,10 € HT.

L'objet de la décision jointe est donc de signer le marché subséquent n°20 avec cette société.

### **DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°2018-83**

**Objet : Signature du marché subséquent n°21 Rue du Général De Gaulle à Fleury-Mérogis Travaux d'adduction d'eau potable.**

La régie a décidé de lancer un accord-cadre avec marchés subséquents sur les travaux neufs et de remplacements de ses réseaux d'eau potable pour être en capacité d'intervenir rapidement. Elle a choisi de signer cet accord-cadre avec 3 attributaires qui seront remis en concurrence à chaque besoin de travaux.

Les 3 offres économiquement les plus avantageuses sont fournies par les sociétés :

1. SADE – 35 rue Marcelin Berthelot – 91320 Wissous qui se présente seul
2. GTO – 16, rue Condorcet – 91240 St Michel-sur-Orge en groupement avec l'Urbaine de travaux
3. TPS – 35 rue de la Ferté Alais – 91840 Soisy-sur-Ecole en groupement avec Geo TP

La vingt et unième mise en concurrence par marchés subséquents a permis de sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse pour les travaux d'adduction d'eau au Plessis-Pâté avec la société SADE 3, rue Marcelin Berthelot 91320 à Wissous pour un montant estimé de 27 843.00€ HT

### **3) Fixation du prix de vente de l'eau potable :**

Parmi les préalables à l'exploitation du réseau de distribution d'eau potable, le prix de vente de l'eau potable doit être fixé par le Conseil d'Administration. Plusieurs débats et réunions de travail ont permis au Conseil d'évaluer plusieurs scénarii sur ce prix de vente et de choisir :

- Il doit être commun à toutes les villes et basé sur le prix de vente actuel le moins élevé.
- Il doit comporter un prix fixe minimum et commun à tous les abonnés pour une consommation inférieure à 200m<sup>3</sup>.
- Il doit permettre à la régie d'assurer ses propres recettes pour équilibrer son budget et donc permettre une diminution des recettes, à terme, suite à la mise en place d'une part variable modifiée pour l'habitat collectif.

L'augmentation est de 3,5% sur tous les diamètres **sauf sur le diamètre supérieur à 1000 m<sup>3</sup>,**

Il est proposé au Conseil aujourd'hui, de retenir le prix de vente d'eau potable indiqué dans le tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

| <b>Part fixe</b> | <b>Tarif en € HT</b> |
|------------------|----------------------|
| Diam 15          | <b>19,66</b>         |
| Diam 20          | <b>62,10</b>         |
| Diam 30          | <b>139,725</b>       |
| Diam 40          | <b>248,40</b>        |
| Diam 60          | <b>558,90</b>        |
| Diam 80          | <b>993,60</b>        |
| Diam100          | <b>1 552,50</b>      |
| Diam 150         | <b>3 493,125</b>     |
| Diam 200         | <b>6 210,00</b>      |
| Diam 250         | <b>9 703,125</b>     |

**DECIDE** le Tarif unique tout diamètre Borne

|          |                 |
|----------|-----------------|
| Incendie | <b>1 552,50</b> |
|----------|-----------------|

**DECIDE** le tarif annuel pour la part variable, tarif en € HT/m<sup>3</sup> :

| <b>Part variable</b>           | <b>Tarif en € HT</b> |
|--------------------------------|----------------------|
| de 0-200m <sup>3</sup>         | <b>1,2627</b>        |
| de 201-1000m <sup>3</sup>      | <b>1,5421</b>        |
| à partir de 1001m <sup>3</sup> | <b>1,8388</b>        |

Monsieur GRANDJEAT demande pourquoi sur la délibération il n'est pas indiqué la formule de révision ?

Monsieur PUJOL lui répond que les tarifs sont révisés chaque année en début d'année.

Monsieur GRANDJEAT indique également que la délibération ne comporte pas la mention pour permettre d'appliquer aux usagers des collectifs d'habitations desservis par un compteur commun le même tarif au mètre cube qu'aux particuliers disposant d'un compteur individuel.

Monsieur PUJOL lui indique que la phrase est bien indiquée sur la délibération

« DECIDE que pour l'habitat collectif quel que soit le volume d'eau consommé la tarification de la tranche la plus basse est appliquée »

Monsieur FOURNIER demande que soit préparée une charte avec les syndicats afin de recenser les compteurs individuels

Monsieur FILLEUL explique que les chartes n'ont aucun fondement juridique et que c'est aux communes de recenser les habitats collectifs.

Monsieur FOURNIER demande quel est le tarif appliqué à l'hôpital d'Arpajon et au centre pénitentiaire de Fleury Merogis.

Monsieur PUJOL réponds qu'ils ne sont pas considérés comme des habitats collectifs

**Vote favorable de la délibération : 13 administrateurs présents ou représentés**

Messieurs TANGUY et ISENBECK quitte la séance.

#### **4) Rapport d'Orientation Budgétaire 2019 :**

Le conseil délibère et prend de la présentation, par son Directeur, du Rapport d'Orientation Budgétaire relatif à l'exercice 2019 de la Régie Publique Eau Cœur d'Essonne Agglomération.

Monsieur GRANDJEAT demande le nombre d'agents en relève.

Monsieur PUJOL explique que le service est composé d'un responsable et de 2 releveurs.

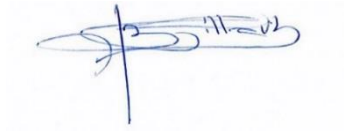
Le remplacement des compteurs en radio ou télé relève coutera environ 100€.

Madame

**Vote favorable de la délibération : 11 administrateurs présents ou représentés**

La séance est levée à 22H.

Fait à Saint-Michel-sur-Orge  
Le 10 décembre 2018  
Le Président,  
Bernard FILLEUL



**Objet : Compte rendu de la délégation de pouvoir du Directeur**

**C.A. du :**  
**18.12.2018**

**Le Conseil d'Administration,**

**Délibération**  
**N° 2018-34**

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée,

**Présents : 13**

**Vu** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Représentés : 0**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Absents : 6**

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-PREF.DRCL/926 du 04 décembre 2015 portant création d'un EPCI à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,

**Pour : 13**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Vu** la délibération N°15.077 du 24 juin 2015 de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge relative au choix du mode de gestion de l'eau potable,

**Vu** la délibération N°16.159 du 23 juin 2016 de Cœur d'Essonne Agglomération relative à l'adoption des statuts de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

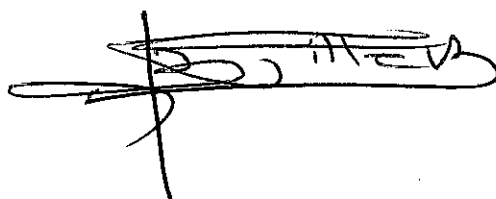
**Vu** la délibération N°16.160 du 23 juin 2016 de Cœur d'Essonne Agglomération relative à la nomination des membres du Conseil d'administration de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

**Vu** les statuts de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération et notamment l'article 11,

**Vu** la délibération n°16.007 en date du 18 octobre 2016 relative à la délégation du Conseil d'Administration au Directeur de la Régie,

**Le Président** rend compte au Conseil d'Administration de ladite délégation, à savoir :

**LE PRESIDENT**  
**BERNARD FILLEUL**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-824472559-20181228-DEL18034-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/12/2018  
Affichage : 19/10/2018

Pour l'autorité compétente par délégation



# REGIE PUBLIQUE DE L'EAU DE CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### SEANCE DU 18 DECEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, les membres du Conseil d'administration, convoqués à domicile, individuellement et par écrit le 10 décembre 2018, conformément à la loi n°99.586 du 12 juillet 1999, se sont réunis à la salle Terra des Montatons - 20 rue Denis Papin - 91240 Saint Michel sur Orge sous la Présidence de Monsieur Bernard FILLEUL.

Nombre de membres en exercice : 19

#### Etaients présents :

##### **Présents (13) :**

Bernard FILLEUL  
Thérèse LEROUX  
Véronique MAYEUR  
Sylvain TANGUY  
Aïain LAMOUR  
Philippe ROGER  
Philippe ISENBECK  
Raymond BOUSSARDON  
Pascal FOURNIER  
Jean LAPIERRE  
Marion LENFANT  
Gérard MARCONNET  
Pascal GRANJEAT

##### **Excusés (6) :**

Eric BRAIVE  
Bernard ZUNINO  
Claude BOUTIN  
Cécile BESNARD  
François CHOLLEY  
Lucien DORVILLE

##### **Participant (5):**

Gilles PUJOL, Directeur Général  
Barka OTMANE  
Philippe PRIEUX  
Philip ROBERT  
Frédéric REBOURS

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur  
091-824472559-20190107\_DEL1835-DE  
Monsieur FILLEUL, président du Conseil d'Administration procède à l'appel nominal et déclare la séance ouverte

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-824472559-20190107-DEL1835-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Objet : Fixation du prix de vente de l'eau potable  
(annule et remplace la délibération n°2018-35 transmise le  
28/12/18)**

**C.A. du :  
18.12.2018**

**Délibération  
N° 2018-35**

**Le Conseil d'Administration,**

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée,

**Vu** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-PREF.DRCL/926 du 04 décembre 2015 portant création d'un EPCI à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,

**Vu** la délibération N°15.077 du 24 juin 2015 de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge relative au choix du mode de gestion de l'eau potable,

**Vu** la délibération N°16.159 du 23 juin 2016 de Cœur d'Essonne Agglomération relative à l'adoption des statuts de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

**Vu** la délibération n°18.020 du 08 février 2018 de cœur d'Essonne agglomération demandant le retrait de Cœur d'Essonne Agglomération du SIARCE pour les communes d'Arpajon, d'Avrainville, de Breuillet, de Cheptainville, d'Egly, de Guibeville, de La Norville, de Marolles-en-Hurepoix, d'Ollainville, de Saint Germain-lès-Arpajon, selon la procédure de droit commun, pour l'exercice de la compétence distribution d'eau potable, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération n°18.150 du 26 juin 2018 portant modification des statuts de la régie publique Eau Cœur d'Essonne et désignation des membres du Conseil d'administration,

**Vu** les statuts de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

**Vu** la délibération n° 18.....de Cœur d'Essonne Agglomération portant sur Tarification de la distribution de l'eau potable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019

**Considérant** qu'il y a lieu pour la Régie de fixer le prix de vente du mètre cube d'eau potable et de l'abonnement (part fixe) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Présents : 13**

**Représentés : 0**

**Absents : 6**

**Pour : 13**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Considérant** l'objectif d'une tarification unique alimentant l'habitat collectif,

**DELIBERE** et

**DECIDE** d'un tarif unique sur l'ensemble des 20 communes de Cœur Essonne Agglomération,

**DECIDE** le tarif annuel pour la part fixe par compteur en fonction du diamètre, tarif en € HT/an :

| Part fixe | Tarif en € HT |
|-----------|---------------|
| Diam 15   | 19,66         |
| Diam 20   | 62,10         |
| Diam 30   | 139,725       |
| Diam 40   | 248,40        |
| Diam 60   | 558,90        |
| Diam 80   | 993,60        |
| Diam 100  | 1 552,50      |
| Diam 150  | 3 493,125     |
| Diam 200  | 6 210,00      |
| Diam 250  | 9 703,125     |

**DECIDE** le Tarif unique tout diamètre Borne

|          |          |
|----------|----------|
| Incendie | 1 552,50 |
|----------|----------|

**DECIDE** le tarif annuel pour la part variable, tarif en € HT/m<sup>3</sup> :

| Part variable                  | Tarif en € HT |
|--------------------------------|---------------|
| de 0-200m <sup>3</sup>         | 1,2627        |
| de 201-1000m <sup>3</sup>      | 1,5421        |
| à partir de 1001m <sup>3</sup> | 1,8388        |

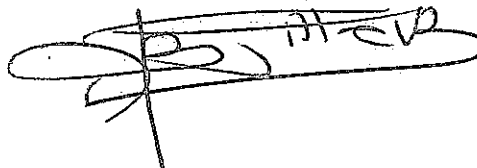
**DECIDE** que pour l'habitat collectif quel que soit le volume d'eau consommé la tarification de la tranche la plus basse est appliquée,

**DIT** que les crédits de vente d'eau potable seront inscrits au Budget Primitif de 2019

**DIT** que le Président du conseil d'administration doit s'assurer de la transmission de la présente délibération au contrôle de légalité et que le Directeur de la régie doit faire procéder à toutes les mesures de publicité à l'égard des usagers nécessaire à l'opposabilité des tarifs.

**LE PRESIDENT**

**BERNARD FILLEUL**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-824472559-20190107-DEL1835-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

# REGIE PUBLIQUE DE L'EAU DE CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### SEANCE DU 18 DECEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, les membres du Conseil d'administration, convoqués à domicile, individuellement et par écrit le 10 décembre 2018, conformément à la loi n°99.586 du 12 juillet 1999, se sont réunis à la salle Terra des Montatons - 20 rue Denis Papin - 91240 Saint Michel sur Orge sous la Présidence de Monsieur Bernard FILLEUL.

Nombre de membres en exercice : 19

#### Etaient présents :

##### **Présents (13) :**

Bernard FILLEUL  
Thérèse LEROUX  
Véronique MAYEUR  
Sylvain TANGUY  
Alain LAMOUR  
Philippe ROGER  
Philippe ISENBECK  
Raymond BOUSSARDON  
Pascal FOURNIER  
Jean LAPIERRE  
Marion LENFANT  
Gérard MARCONNET  
Pascal GRANJEAT

##### **Excusés (6) :**

Eric BRAIVE  
Bernard ZUNINO  
Claude BOUTIN  
Cécile BESNARD  
François CHOLLEY  
Lucien DORVILLE

##### **Participant (5) :**

Gilles PUJOL, Directeur Général  
Barka OTMANE  
Philippe PRIEUX  
Philip ROBERT  
Frédéric REBOURS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-824472559-20190107-DEL1838-DE

Monsieur FILLEUL, président du Conseil d'Administration procède à l'appel nominal et déclare la séance ouverte.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019

Affichage : 19/10/2018

Pour l'autorité compétente par délégation

**Objet : Vote du Rapport d'Orientation Budgétaire 2019**  
**(annule et remplace la délibération n°2018-36 transmise**  
**28/12/18)**

**C.A. du :**  
**18.12.2018**

**Délibération**  
**N° 2018-36**

**Le Conseil d'Administration,**

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée,

**Présents : 11**

**Vu** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Représentés : 0**

**Absents : 8**

**Vu** le décret 2016-841 du 24 juin 2016 présentant les nouvelles règles encadrant le débat d'orientation budgétaire,

**Pour : 11**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2312-1, L3312-1 et L5211.36,

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-PREF.DRCL/926 du 04 décembre 2015 portant création d'un EPCI à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,

**Vu** la délibération N°15.077 du 24 juin 2015 de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge relative au choix du mode de gestion de l'eau potable,

**Vu** la délibération N°16.159 du 23 juin 2016 de Cœur d'Essonne Agglomération relative à l'adoption des statuts de la Régie publique de l'eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

**Vu** les statuts de la Régie publique de l'eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

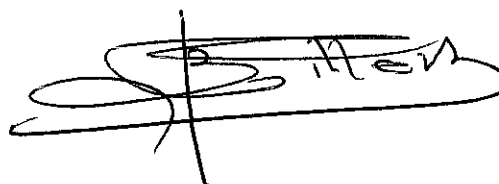
**Vu** le règlement intérieur de l'établissement,

**DELIBERE** et

**PREND ACTE** de la présentation, par son Directeur, du Rapport d'Orientation Budgétaire relatif à l'exercice 2019 de la Régie Publique Eau Cœur d'Essonne Agglomération.

**LE PRESIDENT**

**Bernard FILLEUL**



# REGIE PUBLIQUE DE L'EAU DE CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### SEANCE DU 18 DECEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, les membres du Conseil d'administration, convoqués à domicile, individuellement et par écrit le 10 décembre 2018, conformément à la loi n°99.586 du 12 juillet 1999, se sont réunis à la salle Terra des Montatons - 20 rue Denis Papin - 91240 Saint Michel sur Orge sous la Présidence de Monsieur Bernard FILLEUL.

Nombre de membres en exercice : 19

#### Etaient présents :

##### **Présents (13) :**

Bernard FILLEUL  
Thérèse LEROUX  
Véronique MAYEUR  
Sylvain TANGUY  
Alain LAMOUR  
Philippe ROGER  
Philippe ISENBECK  
Raymond BOUSSARDON  
Pascal FOURNIER  
Jean LAPIERRE  
Marion LENFANT  
Gérard MARCONNET  
Pascal GRANJEAT

##### **Excusés (6) :**

Eric BRAIVE  
Bernard ZUNINO  
Claude BOUTIN  
Cécile BESNARD  
François CHOLLEY  
Lucien DORVILLE

##### **Participant (5):**

Gilles PUJOL, Directeur Général  
Barka OTMANE  
Philippe PRIEUX  
Philip ROBERT  
Frédéric REBOURS

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur  
091-824472559-20190107-DEL1837-DE  
Monsieur FILLEUL, président du Conseil d'Administration procède à l'appel nominal et déclare la séance ouverte.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019  
Affichage : 19/10/2018

Pour l'autorité compétente par délégation

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-824472559-20190107-DEL1837-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019

Affichage : 19/10/2018

Pour l'autorité compétente par délégation

**Objet : Signature d'une convention d'achat d'eau potable avec le SIARCE (annule et remplace la délibération n°2018-37 transmise le 28/12/18)**

**C.A. du :**  
**18.12.2018**

**Délibération**  
**N° 2018-37**

**Le Conseil d'Administration,**

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée,

**Présents : 11**

**Vu** la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Représentés : 0**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Absents : 8**

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-PREF.DRCL/926 du 04 décembre 2015 portant création d'un EPCI à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,

**Pour : 10**

**Contre : 1**

**Vu** la délibération N°15.077 du 24 juin 2015 de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge relative au choix du mode de gestion de l'eau potable,

**Abstention : 0**

**Vu** la délibération N°16.159 du 23 juin 2016 de Cœur d'Essonne Agglomération relative à l'adoption des statuts de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

**Vu** la délibération N°16.160 du 23 juin 2016 de Cœur d'Essonne Agglomération relative à la nomination des membres du Conseil d'Administration de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

**Vu** la délibération n°18.150 du 26 juin 2018 portant modification des statuts de la régie publique Eau Cœur d'Essonne et désignation des membres du Conseil d'administration,

**Vu** les statuts de la Régie Publique de l'Eau de Cœur d'Essonne Agglomération,

**Vu** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 15 2°,

**Considérant** que les conditions d'achats d'eau potable doivent être négociées avec le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de Rivières et du Cycle de l'Eau (SIARCE),

**DELIBERE** et

**APPROUVE** les termes de la convention d'achat d'eau potable avec le SIARCE

**AUTORISE** le directeur général à signer ladite convention et tout autre document s'y rapportant.



**PRECISE** que le prix d'achat du m<sup>3</sup> d'eau est fixé à :

Part fixe : 9.990,00 € HT/trim

Part variable jusqu'au 31/12/2020: 0,520 € HT/m3

Part SIARCE : 0,175 € HT/m3

Surtaxe liée aux équipements

de débitmétrie : 0,015 € HT/m3

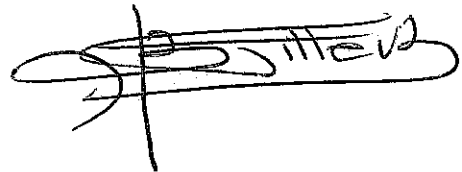
**PRECISE** que cette convention d'achat d'eau et ses tarifs seront renégociés au 4ème trimestre 2020,

**PRECISE** que ces conditions s'appliqueront à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**DIT** que les crédits d'achat d'eau potable seront inscrits au Budget Primitif de 2019.

**LE PRESIDENT**

**BERNARD FILLEUL**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

091-824472559-20190107-DEL1837-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019

Affichage : 19/10/2018

Pour l'autorité compétente par délégation

# REGIE PUBLIQUE DE L'EAU DE CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### SEANCE DU 18 DECEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, les membres du Conseil d'administration, convoqués à domicile, individuellement et par écrit le 10 décembre 2018, conformément à la loi n°99.586 du 12 juillet 1999, se sont réunis à la salle Terra des Montatons - 20 rue Denis Papin - 91240 Saint Michel sur Orge sous la Présidence de Monsieur Bernard FILLEUL.

Nombre de membres en exercice : 19

#### Etaient présents :

##### **Présents (13) :**

Bernard FILLEUL  
Thérèse LEROUX  
Véronique MAYEUR  
Sylvain TANGUY  
Alain LAMOUR  
Philippe ROGER  
Philippe ISENBECK  
Raymond BOUSSARDON  
Pascal FOURNIER  
Jean LAPIERRE  
Marion LENFANT  
Gérard MARCONNET  
Pascal GRANJEAT

##### **Excusés (6) :**

Eric BRAIVE  
Bernard ZUNINO  
Claude BOUTIN  
Cécile BESNARD  
François CHOLLEY  
Lucien DORVILLE

##### **Participant (5):**

Gilles PUJOL, Directeur Général  
Barka OTMANE  
Philippe PRIEUX  
Philip ROBERT  
Frédéric REBOURS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
091-824472559-20190107-DEL1838-DE  
Monsieur FILLEUL, président du Conseil d'Administration procède à l'appel nominal et déclare la séance ouverte.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2019  
Affichage : 19/10/2018

Pour l'autorité compétente par délégation

**C.A. du :**  
**18.12.2018**

**Délibération**  
**N° 2018-~~38~~**

**Présents : 11**

**Représentés : 0**

**Absents : 8**

**Pour : 11**

**Contre : 0**

**Abstention : 0**

**Objet : Attribution de l'indemnité de conseil au comptable assignataire (annule et remplace la délibération n°2018-38)**

**Le Conseil d'Administration,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions et notamment son article 97,

**Vu** le décret n°82 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

**Vu** l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services extérieurs du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux,

**Vu** la circulaire n°11-058-M0-V36 du 9 décembre 1983 fixant le barème des indemnités de conseil attribuables aux comptables publics,

**DELIBERE** et

**DECIDE** le versement de l'indemnité de conseil à Monsieur Ferrandini, Trésorier public et comptable assignataire, au titre de l'année 2018, et dont le décompte est joint en annexe,

**DIT** que les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 011 (charges à caractère général), article 6225 (indemnités aux comptables et aux régisseurs), du budget de la Régie.

**LE PRESIDENT**

**BERNARD FILLEUL**

